



Comité Toulon Provence Corse

Toulon, le 15 avril 2021

FICHE DOCUMENTAIRE IFM n°3/21

Objet : Taïwan et son détroit

*
* *

Le bras de mer qui sépare la Chine continentale de l'île de Taïwan, autrefois Formose, est depuis plusieurs décennies le théâtre d'affrontements militaires plus ou moins contenus entre la République Populaire de Chine (RPC) et la République de Chine (RDC), autrement dit Taïwan, état souverain depuis 1950. Mais c'est surtout devenu, à l'ouvert de la Mer de Chine méridionale, un point de passage obligé d'un trafic maritime majeur à partir des ports japonais, coréens et chinois vers l'Europe et le Moyen Orient. On se trouve, à cet endroit de la planète, au cœur de l'affrontement, aussi bien économique que militaire en termes de démonstration de puissance, entre les deux nations dominantes de ce début du XXI^{ème} siècle, la Chine de Xi Jinping et les Etats-Unis d'Amérique.

Au-delà de cette confrontation entre les deux géants on retrouve sous-jacent le bras de fer qui oppose depuis plus d'un demi siècle Pékin à Taipei, chacune se considérant comme la capitale de la vraie Chine et réclamant l'intégralité du territoire chinois. On comprend dès lors l'importance revêtue pour les deux protagonistes par le détroit qui les sépare et dont le rôle économique et stratégique est chaque jour plus prégnant.

Un peu d'histoire

Si l'histoire connue de Taïwan remonte à l'époque des pyramides de Gizeh, l'île ne sera connue en Europe qu'au milieu du XV^{ème} siècle lors de sa découverte par une expédition portugaise qui, fascinée par la luxuriance de ses côtes, la baptisera « Ilha formosa » (Belle île). Et l'île de Formose est dès lors apparue sur les cartes. En 1626 les Espagnols, installés aux Philippines, puis un peu plus tard les Hollandais succéderont aux Portugais avant d'être chassés de l'île en février 1662 par le pirate chinois Koxinga, de son vrai nom Zhèng Chénggōng, considéré aujourd'hui comme le père de la nation taïwanaise. Son fils Zheng Jing lui succèdera et mènera une politique de migration chinoise intensive en favorisant le métissage avec la population aborigène. La dynastie Mandchou des Qing s'installera durablement en 1683 jusqu'en 1895, lorsque les Japonais vainqueurs de la Chine lui imposeront le traité de Shimonoseki qui les rend maîtres de Formose et des îles Pescadores, qui feront partie de leur empire colonial jusqu'en 1945. Taïwan et ses îles

seront alors rendus à la République de Chine, sous tutelle des Etats-Unis, ainsi qu'en atteste le traité de San Francisco signé en 1951.

Les troupes du Parti nationaliste chinois (Kuomintang) du général Tchang Kai-Chek, défaites par celles du Parti communiste chinois de Mao Zedong en décembre 1949, se replient sur Taïwan. Soutenu par les Etats-Unis, le général prend la présidence de l'île à laquelle il impose la dictature du Kuomintang. En 1971 la proposition américaine de reconnaître deux nations chinoises est rejetée par la RPC qui devient à la même époque le seul représentant chinois à l'ONU. A partir des années 1980 Taïwan évolue progressivement vers une démocratie et la première élection présidentielle au suffrage universel est organisée en 1996. L'île est dirigée depuis janvier 2016 par le Parti démocrate progressiste de Madame Tsai Ing-Wen, première femme présidente, réélue en janvier 2020.



Importance stratégique du détroit

Le détroit, s'il constitue un rempart physique pour Taïwan contre les prétentions de la RPC, dont il limite en outre la profondeur tactique, est au même titre un obstacle, voire une menace, pour elle. Car la RDC indépendante, Taïwan donc, constitue de facto, à moins de 200 km de ses côtes, une plateforme aéroportuaire, véritable porte-avions qui peut permettre de contrôler le sud de la Mer de Chine orientale au nord et le détroit de Luçon au sud, à l'ouvert de la Mer de Chine méridionale. Or cette mer, commandée au nord par le détroit de Taïwan, constitue une zone vitale pour la Chine continentale. Elle accueille en effet le principal trafic maritime d'import-export de ses ports et constitue une réserve halieutique indispensable à son économie, sans compter la présence avérée d'importants gisements d'hydrocarbures.

Le détroit constitue également un terrain de manœuvre pour l'Armée Populaire de Libération (APL) de la Chine communiste, qui y multiplie depuis quelques années à intervalles irréguliers des gesticulations militaires destinées à impressionner les « indépendantistes » de l'île rebelle et à

tester les intentions et la volonté américaines. Les tensions ont atteint un paroxysme en 2020 avec une simulation de l'invasion de l'île et pas moins de 380 incursions de l'aviation chinoise dans la zone de défense aérienne de Taïwan, une situation jamais connue depuis la crise de 1995 qui avait conduit les Etats-Unis du Président Clinton à détacher deux groupes aéronavals sur zone. On a le sentiment que la RPC cherche à « internaliser » la zone du détroit, tout en exerçant une pression psychologique sur l'île et en testant les qualités de ses défenses, notamment en matière antiaérienne. Cette recherche du changement du statu quo dans le détroit est orchestrée de manière méthodique par Pékin qui, ce faisant, teste en outre les réactions de la communauté internationale. Nul doute que la RPC persistera dans ces gesticulations très organisées.

Les relations sino-américaines

Après l'embellie des années 1990, la RPC, en pleine évolution vers une économie de marché, devient un partenaire à part entière des Etats-Unis puis va être progressivement perçue comme un concurrent stratégique majeur. Et à partir de 2001 Washington affiche clairement sa volonté de préserver le statu quo dans le détroit, Georges W. Bush faisant notamment procéder à d'importantes livraisons d'armements à Taïwan. Mais au cours de la décennie la montée en puissance chinoise se confirme, tant au plan économique que technologique, en même temps que son potentiel militaire croît régulièrement, pour atteindre le niveau que nous connaissons aujourd'hui. La Marine chinoise est désormais plus importante que celle des Etats-Unis en nombre d'unités (350 contre 293), mais pas encore en tonnage et surtout pas en matière de capacités opérationnelles. Et le changement de présidence américaine début 2021 a été pour Pékin l'occasion de montrer ses muscles dans le détroit, en même temps que Washington confirmait son soutien à Taïpeh.

La situation de Taïwan est donc plus que jamais le baromètre des relations sino-américaines, la Chine contestant désormais la place des Américains en Asie, voire leur hégémonie mondiale. Conservons à l'esprit que la Chine communiste n'abandonnera jamais son entreprise d'unification nationale ^{Nota 1}, d'autant que l'entrée de Taïwan dans son giron ferait sauter le verrou stratégique qui contrarie son libre accès au Pacifique.



On peut ajouter que Taïwan, champion incontesté de l'industrie high-tech, constitue en outre pour Pékin une véritable poule aux œufs d'or, plus précieuse sans doute que Hong-Kong, en

Nota 1 - En 2019 le président chinois Xi Jinping déclarait « *La division politique à travers le détroit ne peut être transmise de génération en génération* »,.

même temps qu'un tremplin indispensable, que nous venons d'évoquer, vers ses ambitions régionales et mondiales.

Les enjeux européens

L'hypothèse d'une crise ouverte entre Pékin et Taïpeh ne peut désormais plus être écartée, et ses répercussions seraient ressenties à l'échelle de la planète. Et il paraît bien improbable que l'Europe n'en subisse pas les conséquences et surtout qu'elle puisse se contenter d'un rôle de spectateur, la stratégie européenne en zone indopacifique et les relations avec Washington sont bien trop imbriquées. Il est certain qu'en cas de crise aigue les Etats-Unis attendraient de l'Europe un soutien sans faille, mais dans une telle occurrence le risque de réactions désordonnées de la part des Etats européens n'est pas à écarter.

L'Europe entretient à des niveaux divers des relations économiques suivies avec Taïwan - en 2019 59 milliards de dollars d'échanges commerciaux et 34 milliards d'investissements - et près de 10.000 de ses ressortissants y vivent, qu'il faudrait évacuer en cas de menace de conflit pour éviter qu'ils puissent constituer une cible pour des menaces de représailles.

Dans le cas d'une crise ouverte, un positionnement hésitant des Européens serait donc de nature à affaiblir le lien transatlantique, aussi bien d'ailleurs que les relations sino-européennes, mais également à détériorer la qualité de celles avec leurs grands partenaires d'Indopacifique que sont le Japon, l'Australie et l'Inde.



Le théâtre d'opérations...

Quelles perspectives ?

Au cours de la dernière décennie les signes avant-coureurs des intentions de Pékin se sont multipliés au travers d'un certain nombre de coups de force : incident majeur avec les Philippines à propos du récif de Scarborough Shoal en 2012 et d'une façon générale poldérisation et militarisation des îles en Mer de Chine méridionale ^{Nota 2}, ou encore remise en cause du statut d'autonomie de Hong Kong. On peut donc penser que si le pire n'est pas inévitable, il est bien loin d'être inenvisageable.

La géopolitique de la région est en constante évolution, tant elle dépend étroitement de la multiplication des interdépendances et notamment, dans le cas de la RPC et de Taïwan, de l'enchevêtrement de leurs partenariats qui à terme pourrait logiquement conduire à une réunification politique entre les deux rives du détroit. Le rapprochement économique de Taïwan avec la Chine continentale est dans l'ordre des choses pour une île qui, à moins de 200 km de ses côtes, se situe stratégiquement à mi-chemin entre le Japon et le sud-est asiatique et dont l'activité maritime et commerciale est traditionnellement concentrée sur le détroit de Formose.

Dans cette perspective d'un rapprochement, et d'une possible réunification dont les conditions restent à définir, les Etats-Unis vont devoir adopter une position à l'équilibre délicate pour se situer entre le déni d'une intervention militaire chinoise et la quasi impossibilité de maintenir indéfiniment une indépendance taïwanaise.

On côtoie le problème, connu et insoluble, de la quadrature du cercle...

Pour tenter une conclusion

Rappelons d'abord quelques éléments susceptibles d'éclairer la réflexion et d'aider à la compréhension de la situation :

- Taïwan n'a jamais cessé de se considérer comme la vraie Chine et, à ce titre, réclame toujours l'intégralité du territoire chinois.
- Pour Pékin, Taïwan reste le symbole de l'échec de sa recherche d'unification nationale.
- A partir de 1971 l'ONU a reconnu la Chine communiste, qui a remplacé Taïwan au sein de l'organisation comme représentant officiel de la Chine. Et, à ce jour, seuls 14 Etats reconnaissent officiellement Taïwan comme un pays souverain et 26 y entretiennent des relations diplomatiques formelles, tous de taille modeste à l'exception de Etats-Unis.

Dans son Livre blanc de la défense en 2019 Pékin précisait sans ambiguïté sa position: « *Le territoire et la souveraineté de la Chine ne sont pas séparés, et les deux rives du détroit ne constituent pas deux Etats [...] Au cas où les autorités de Taïwan refuseraient sine die de résoudre par voie de négociation le problème de la réunification des deux rives du détroit, le gouvernement chinois se verrait obligé de prendre toutes les mesures possibles, y compris le recours à la force, pour sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, et réaliser ce projet qui lui tient à cœur : la réunification de la Chine. [...] Il ne permettra jamais que le problème de Taïwan traîne sine die.* »

Une chose est certaine, le statu quo qui régnait sur le détroit depuis 1996 est désormais en voie de détérioration rapide et les tensions, qu'elles soient militaires, économiques ou stratégiques, ne vont qu'empirer. Tout prêche à penser que la bataille de Taïwan a commencé.

Nota 2 – Dans le droit fil de cette politique agressive en Mer de Chine méridionale, on peut citer un incident très récent qui a vu les garde-côtes chinoise (avec l'appui de sa « milice maritime ») chasser un navire philippin de l'atoll Ayungin (Second Thomas Shoal) appartenant à l'archipel des Spratleys et sous juridiction Philippine.